

De: raha rachid raha.rachid@gmail.com
Objet: Des ONG Amazighs interpellent le ministre marocain de l'Éducation nationale sur les motifs d'exclusion de l'enseignement de l'amazighe aux enfants des MRE
Date: 14 juin 2022 12:34
À: assemblée amazighe assemblée.mondiale.amazighe@gmail.com
CCi: gitpa.iwgiafrance@wanadoo.fr

RR

**A M. Chakib BENMOUSSA,
Ministre de l'Éducation Nationale, du Préscolaire et des Sports**

Objet : motifs d'exclusion de l'enseignement de la langue officielle amazighe aux enfants des Citoyen-ne-s Marocain-e-s Résident-e-s à l'Étranger ?

Monsieur Le Ministre,

Vous venez d'adresser une circulaire aux délégations régionales de votre ministère pour un concours aux fins de recrutement des « enseignants de la langue arabe et de culture marocaine aux enfants des Marocains résidants en Europe », pour ce mois de juin, en proposant 139 places pour la France, 60 pour l'Espagne, 16 pour la Belgique et 3 pour l'Allemagne. Et une autre circulaire pour recruter 26 enseignants de langue arabe pour les missions éducatives étrangères à raison de 17 pour les missions Françaises, 6 pour les Espagnoles et 3 pour les Belges.

Permettez-nous d'attirer votre attention en vous signalant que c'est là une initiative délibérée de discrimination raciale qui va à l'encontre de l'esprit de la Constitution du premier juillet 2011, du contenu de son article 5 et des objectifs de la loi organique n ° 26.16, concernant la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe. Sans oublier que cette discrimination/exclusion se font à l'encontre des articles 7 et 8 de la Convention internationale des droits de l'enfant et des incessantes recommandations de l'UNESCO (1) et de la Banque Mondiale (2) en ce qui concerne l'importance de la langue maternelle dans l'éducation des enfants.

L'on attendait de vous et de votre département ministériel de donner l'exemplarité en ce qui concerne la priorité et l'urgence quant à la mise en œuvre du caractère officiel de la langue amazighe au sein de l'Éducation Nationale, en généralisant l'enseignement de la langue officielle amazighe, à l'instar de la langue arabe, du préscolaire à tous les cycles du primaire et du secondaire, non pas seulement par respect à la Loi fondamentale, du Royaume du Maroc et au discours du Souverain, mais aussi car c'est l'un des moyens les plus efficaces pour lutter contre l'abandon scolaire qui, comme vous l'avez déjà signalé, est devenu très préoccupant avec le chiffre alarmiste de 300 000 enfants qui abandonnent l'école chaque année !

Maintenant que vous assurez la présidence de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la francophonie (CONFEMEN) depuis sa 59ème session, qui a eu lieu à Rabat en février

dernier, lors d'une rencontre organisée sous le thème "*Langue première et langue d'enseignement : quelles stratégies pour faciliter les premiers apprentissages, la réussite scolaire et le vivre-ensemble au XXI^e siècle*", laissez-nous vous rappeler ce qu'avancait pertinemment et incessamment le linguiste français Alain BENTOLILA, déjà en novembre 2019 : « *les systèmes éducatifs de certains pays, aussi coûteux qu'ils soient, sont devenus des machines à fabriquer de l'analphabétisme et de l'échec scolaire parce qu'ils n'ont jamais su (ou voulu) résoudre la question qui les détruit : celle du choix de la langue d'enseignement. Ils conduisent des élèves à des échecs cruels parce que l'école les a accueillis dans une langue que leurs mères ne leur ont pas apprise et c'est pour un enfant une violence intolérable et que sur la base solide de leur langue maternelle qu'on leur donnera une chance d'accéder à la lecture et à l'écriture et que l'on pourra ensuite construire un apprentissage ambitieux des langues officielles* ».

Vous-même, vous avez exprimé sur twitter le succès retentissant de l'extraordinaire expérience marocaine des écoles communautaires rurales de Merdersat.Com de la Fondation BMCE BANK OF AFRICA, que vous avez eu l'amabilité de visiter à Bouskoura (Casablanca) et à Beni Enzar (Nador) du fait qu'elles intègrent la langue maternelle, en l'occurrence la langue amazighe, dans leur curricula scolaire. Alors, dites-nous ce qui vous empêche de ne pas introduire et de généraliser cette expérience à l'école public et pour les enfants des Citoyen-ne-s Marocain-e-s Résident-e-s à l'Etranger ?

Laissez-nous vous rappeler que le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU, en octobre 2015 (3), reconnaissait que le Royaume du Maroc pratiquait une politique de discrimination de fait à l'encontre des Amazighs dans le domaine de l'emploi et de l'éducation. Il avait recommandé à l'État marocain « *de prendre des mesures urgentes pour s'attaquer aux problèmes de la qualité de l'enseignement public, de l'abandon scolaire et de l'échec scolaire. Il lui recommande de développer un système et un programme éducatif adaptés en mettant l'accent sur l'enseignement préscolaire, l'enseignement ou l'alphabétisation en langue maternelle, la formation professionnelle et l'encadrement des enfants ayant abandonné l'école... et de redoubler ses efforts pour offrir l'enseignement primaire, secondaire et universitaire en amazigh* ».

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, Mme. Tendayi Achiume, qui a été invitée par le Royaume du Maroc en décembre 2018, avait souligné que la discrimination restait persistante à l'encontre des communautés Amazigh du fait de leur langue et de leur culture. De ce fait, elle avait, elle aussi, renouvelé cette persistante recommandation comme quoi le Royaume du Maroc devrait « *intensifier les efforts pour faire en sorte que les Amazighs ne soient pas victimes de discrimination raciale dans l'exercice de leurs droits fondamentaux,*

notamment en ce qui concerne l'éducation...». (4)

Nous sommes conscients que les gouvernements antérieures, dirigés par les islamistes du PJD, ont ignorés délibérément ces recommandations onusiennes, mais pourquoi suivez-vous la même voie que le PJD alors même que votre Chef de gouvernement, l'Amghar Aziz AKHENNOUCH vient de rappeler que « *la réalisation de ce chantier sociétal consiste en l'intégration de l'Amazigh dans tous les aspects de la vie publique et la mobilisation des ressources humaines, logistiques et financières pour la mise en œuvre de la loi organique sur la langue amazighe* ».

Alors pourquoi excluez-vous l'enseignement de la langue officielle amazighe aux enfants des Citoyen-ne-s Marocain-e-s Résident-e-s à l'Etranger ?

En plus comme le Maroc va accueillir la 7^e Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII) que vous co-organisez avec l'UNESCO du 15 au 17 juin 2022 à Marrakech, sur le thème de « L'apprentissage et l'éducation des adultes pour le développement durable : un agenda transformateur » pour la prochaine décennie. Nous avons une vive sensation que l'alphabétisation des adultes en leur langue maternelle, comme le préconise Paolo Freire, sera absente et passée sous silence de vos travaux. Alors que c'est une occasion exceptionnelle que vous allez rater si vous excluez de vos débats l'importance des langues autochtones et maternelles. Même la directrice générale de l'UNESCO, Mme. Audrey Azoulay, avait souligné que : « *L'éducation des adultes est essentielle pour transformer notre avenir. Face aux mutations technologiques et sociales, le droit à l'éducation c'est doter chaque personne, tout au long de sa vie, des connaissances et aptitudes lui permettant de s'épanouir et de vivre dans la dignité* », et cela ne pourrait aboutir à ses finalités qu'à condition de se débarrasser, une fois pour toute, des considérations idéologiques, et de se baser pragmatiquement sur les langues autochtones et maternelles.

Monsieur Le Ministre,

Si vous voulez que votre programme gouvernemental de l'éducation pour les enfants, à la base de toute politique de développement humain, au pays et à l'étranger, ne soit pas condamné automatiquement à l'échec, si vous voulez récolter des résultats favorables et significatifs, vous n'avez qu'à commencer sur le champ à intégrer la langue amazighe au sein de tous les cycles de l'éducation nationale, de le généraliser du préscolaire jusqu'à l'université, et de l'intégrer dans les programmes éducatifs destinés aux MRE et de l'introduire dans l'éducation et l'alphabétisation des adultes. Vous ne pourriez que réussir si vous prenez au sérieux les recommandations et le plan stratégique de la «**Décennie internationale des langues autochtones 2022-2032**», lancé par l'UNESCO et l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Monsieur Le ministre

Monsieur le Ministre,

Dans l'espoir de votre réponse à nos soucis et interrogations, que vous preniez en compte sérieusement nos requêtes et que vous entamiez une politique volontariste contre cette discrimination raciale à l'encontre de la langue officielle amazighe, veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Notes :

(1)- <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380593>

(2)-

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/778161626203742899/pdf/Effective-Language-of-Instruction-Policies-for-Learning.pdf>

(3)- https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E/C.12/MAR/CO/4&Lang=Fr

(4)- <https://amadalamazigh.press.ma/fr/lonu-demande-au-maroc-dintensifier-les-efforts-pour-que-les-amazighs-ne-soient-pas-victimes-de-discrimination-raciale/>

Premières ONG-s et associations signataires :

- 1- Assemblée Mondiale Amazighe (AMA), Bruxelles (Belgique)
- 2- Association TIFAWIN, Bruxelles (Belgique)
- 3- Association TAMAZIGHT, Liège (Belgique)
- 4- Association TIWIZI59, Lille (France)
- 5- Association AMEZRUUY, Lille (France)
- 6- Association ADRAR, Amsterdam (Pays-Bas)
- 7- Union des Associations Amazighes en Allemagne (Allemagne)
- 8- Fundación Mediterránea DAVID MONTGOMERY HART de Estudios Amazighies, Melilla (Espagne)
- 9- Asociación TAMETTUT de las mujeres amazighes por la cultura y el desarrollo, Barcelona (Espagne)
- 10- Asociación Cultural IMAZIGHEN, Melilla (Espagne)
- 11- Amazigh American Association (USA)
- 12- Association des Enseignants de la langue amazighe de la région de Casablanca-Settat, Casablanca (Maroc)
- 13- Association AJDIR pour l'apprentissage de la langue amazigh et la transmission de sa culture et de son patrimoine, Kénitra (Maroc)
- 14- Collectif « TAMEGHRABIT » des Convergences Citoyennes (TADA TAMEGHRABIT), Rabat (Maroc)
- 15- Confédération des Associations de Senhaja du Rif pour le Développement, Targuiste (Maroc)
- 16- Forum TOUBKAL pour la culture amazighe et les droits de l'homme, Marrakech (Maroc)
- 17- Réseau des Associations de Développement de la province

d'Al-Hoceima, Al-Hoceima (Maroc).

18- Association AMOUD pour la Culture et l'Environnement, Casablanca (Maroc)

19- Association TAMASNA, Casablanca (Maroc)

20- Association ACHABAR d'Imouzzar Kandar (Maroc)

21- Association jeunesse de SEGANGAN pour la culture et le développement, Nador (Maroc)

22- Association ADGHAL du Rif pour le développement rural, Alhoceima (Maroc)

-

معالي السيد شكيب بنموسى

وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والرياضة

المملكة المغربية

الموضوع: ما هي أسباب إقصاء تدريس اللغة الرسمية الأمازيغية لأبناء المواطنين والمواطنين المغاربة المقيمين بالخارج؟

السيد الوزير،

لقد وجهتم مذكرة إلى الأكاديميات الجهوية التابعة لوزارتكم بشأن مباراة انتقاء أساتذة التعليم الابتدائي الذين سيتولون تدريس اللغة العربية والثقافة المغربية لأبناء الجالية المغربية المقيمة بأوروبا، حددتم فيها عدد المناصب المتبارى بشأنها في 218 منصبا، منها 139 ستعين بفرنسا، 60 بإسبانيا، و16 ببلجيكا و3 بألمانيا.

كما فتمت بتعميم مذكرة أخرى من اجل توفير 26 مدرس لتدريس اللغة العربية للبعثات التربوية الأجنبية بمعدل 17 للبعثات الفرنسية و 6 للإسبانية و 3 للبلجيكية.

ونلفت انتباهكم إلى أن ما أقدمتم عليه يعد خطوة متعمدة تنم عن ميز عنصري تتعارض مع روح دستور فاتح يوليو 2011 ومضمون المادة 5 منه، وأهداف القانون التنظيمي رقم 16-26 المتعلق بتحديد مراحل تفعيل الطابع الرسمي للأمازيغية وكيفية إدماجها في مجال التعليم وفي مجالات الحياة العامة ذات الأولوية. دون أن ننسى أن ذلك يتم في خرق سافر للمادتين 7 و 8 من الاتفاقية الدولية لحقوق الطفل والتوصيات التي مافتئت تصدرها منظمة اليونسكو (1) والبنك الدولي (2) فيما يتعلق بأهمية اللغة الأم في تعليم الأطفال.

كنا ننتظر منكم، ومن وزارتكم أن تكون قدوة فيما يتعلق بأولوية واستعجالية تفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية في مجال التربية الوطنية، من خلال تعميم تدريس اللغة الأمازيغية الرسمية، مثل اللغة العربية، بدءا من مرحلة ما قبل التمدرس وتعميمها على جميع المراحل الابتدائية والثانوية، ليس فقط احتراما للوثيقة الدستورية ولكن قبل كل شيء كواحدة من أكثر الوسائل فعالية لمكافحة الهدر المدرسي، كما سبق ان أشرتكم فعلا إلى ذلك، والذي أضحي بفعل تقشيه مثيرا للقلق، إذ يغادر حوالي 300000 طفل المدرسة كل عام!

والآن، بعد توليكم رئاسة مؤتمر وزراء التربية للدول والحكومات الناطقة بالفرنسية (CONFEMEN)، منذ دورته التاسعة والخمسين التي انعقدت أشغاله في فبراير المنصرم بالرباط، تحت شعار "اللغة الأم ولغة التدريس : أية استراتيجيات لتسهيل التعلم الأولي والنجاح الدراسي والتعايش في القرن الحادي والعشرين"، دعونا نذكركم سعادة الوزير، بما أكده بشكل وثيق عالم اللغة الفرنسي آلان بنتوليل، في نوفمبر 2019: " أصبحت أنظمة التعليم في بعض البلدان، مهما كانت مكلفة، آلات لتفريخ الأمية والفشل المدرسي لأنهم يجهلون قطعاً (أو لا يريدون) حلّ الإشكالية التي تقض مضاجعهم والمتعلقة باختيار في لغة التدريس. إنهم يقودون التلاميذ إلى إخفاقات قاسية لأن المدرسة استقبلتهم بلغة لم تعلمهم إياها أمهاتهم، وهذا بالنسبة للطفل يعتبر عنفاً لا يطاق، بينما باعتماد لغتهم الأم سنمنحهم فرصة الولوج إلى القراءة والكتابة ويمكننا بعد ذلك بناء تعليم طموح للغات الرسمية وفق أسس متينة".

لقد عبرتم بنفسكم، عبر تويتز، عن النجاح الباهر للتجربة المغربية الاستثنائية للمدارس الجماعية "Merdersat.Com" التابعة لمؤسسة BMCE BANK OF AFRICA ، والتي تشرفتم بزيارتها في بوسكورة (الدار البيضاء) وفي بني أنصار (الناظور) لأنها تعتمد اللغة الأم ، مثل اللغة الأمازيغية، في المناهج المدرسية. لذا نطلب منكم سيدي الوزير، أن تخبرونا ما الذي يمنعكم من تبني هذه التجربة وتعميمها على المدارس العمومية ولفائدة أبناء المواطنين والمواطنات المغاربة المقيمين بالخارج؟

دعونا نذكركم بأن لجنة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان أقرت بأن المملكة المغربية تمارس سياسة التمييز الفعلي ضد الأمازيغ في مجال التوظيف والتعليم، حسب لجنة العهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، في أكتوبر 2015 (3)، التي أوصت الدولة المغربية "باتخاذ تدابير عاجلة لمعالجة مشاكل جودة التعليم العمومي والهدر المدرسي والفشل المدرسي". وأوصت اللجنة الدولية المغربية، "بتطوير نظام وبرنامج تعليميين مناسبين مع التركيز على التعليم ما قبل المدرسي، والتعليم أو محو الأمية باللغة الأم، والتكوين المهني، ودعم الأطفال الذين غادروا المدرسة. ومضاعفة جهودها لتوفير التعليم الابتدائي والثانوي والجامعي باللغة الأمازيغية".

أشارت المقررة الخاصة المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب وما يتصل بذلك من تعصب، السيدة إيتندياي أشيوم، التي زارت المملكة المغربية في دجنبر 2018 ، إلى أن التمييز لا يزال مستمراً ضد الأمازيغ بسبب لغتهم وثقافتهم. ونتيجة لذلك، جددت هي أيضاً هذه التوصية العالقة التي تدعو المملكة المغربية إلى "تكثيف جهودها لضمان عدم تعرض الأمازيغ للتمييز العنصري في ممارسة حقوقهم الأساسية، ولا سيما فيما يتعلق بالتعليم ... ". (4)

إننا ندرك جيداً أن الحكومات السابقة، بقيادة إسلامي حزب العدالة والتنمية، تجاهلت عمداً توصيات الأمم المتحدة هذه، ولكن لماذا تواصلون إتباع نفس النهج بالرغم من أن رئيس حكومتكم، أمغار عزيز أخنوش، ما فتئ يذكر بأن "تحقيق هذا المشروع المجتمعي يكمن في دمج الأمازيغية في جميع مناحي الحياة العامة وتعبئة الموارد البشرية واللوجستية والمالية الكفيلة بتنزيل مقتضيات القانون التنظيمي المتعلق بتفعيل الطابع الرسمي للغة الأمازيغية".

فلماذا تستبعدون تدريس اللغة الأمازيغية الرسمية لأبناء المغاربة المقيمين بالخارج؟

وعلاوة على ذلك، وحيث أن المغرب سيستضيف المؤتمر الدولي السابع لتعلم الكبار CONFINTEA VII تحت شعار "تعلم الكبار وتعليمهم من أجل التنمية المستدامة: جدول أعمال تحويلي"، الذي ينظم مع اليونسكو من 15 إلى 17 يونيو 2022 بمراكش، فإن شعورا

قويا يعترينا بأن محو أمية الكبار بلغتهم الأم ، على النحو الذي أوصى به باولو فريري ، سوف يكون غائبًا ويتم تجاهله في أشغال هذا المؤتمر. إنها لفرصة ذهبية للغاية تلك التي ستفوتونها إذا استبعدتم من مناقشاتكم أهمية اللغات الأصلية واللغات الأم، رغم ان المديرية العامة لليونسكو، السيدة أودري أزولاي، أكدت أن "تعلّم الكبار هو مفتاح تغيير مستقبلنا. في مواجهة التغيرات التكنولوجية والاجتماعية، الحق في التعليم يمنح كل شخص، طوال حياته، بالمعارف والمهارات التي تمكنه من التألق والعيش بكرامة"، وهذا لن يتم ويحقق غاياته إلا إذا تم التخلص بشكل نهائي وإلى الأبد، من الاعتبارات الأيديولوجية، والاعتماد بدل ذلك وبشكل براغماتي على اللغات الأصلية واللغات الأم.

السيد الوزير،

إذا كنتم ترغبون في أن لا يكون برنامجكم الحكومي في مجال تعليم الأطفال، وهو أساس كل سياسة للتنمية البشرية، في الداخل والخارج، محكوماً بالفشل مسبقاً، وإذا كنتم ترغبون في جني ثمار ونتائج إيجابية ومهمة، فما عليكم سوى أن تشرعوا على الفور في إدماج اللغة الأمازيغية في جميع برامج التعليم الوطني، وتعميمها بدءاً من مرحلة ما قبل المدرسة وصولاً إلى الجامعة، ودمجها في البرامج التعليمية للمغاربة المقيمين في الخارج وإدخالها تعليم ومحو الأمية بالنسبة للكبار. ستنجحون لا محالة إذا أخذتم على محمل الجد التوصيات الاستراتيجية لـ"العقد الدولي للغات الشعوب الأصلية 2022-2032"، الذي أطلقته اليونسكو والمنتدى الدائم للأمم المتحدة المعني بقضايا الشعوب الأصلية.

السيد الوزير،

على أمل أخذ مطالبنا على محمل الجد والشروع في تبني سياسة استباقية ضد هذا التمييز العنصري في حق اللغة الأمازيغية الرسمية، تقبلوا منا أسمى عبارات التقدير والاحترام.



